Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 1

Artikel: Le rôle des armées en changement : le cas des Pays de Visegrad
Autor: Kukorelly, Pal
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514768

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le remplacement des régiments blindés de T-72 par des unités légères, déployées en Afghanistan - symbole de la transformation des forces polonaises.

International

Le rôle des armées en changement : Le cas des Pays de Visegrad

Pal Kukorelly

Professeur de Relations internationales, Université Webster, Genève

L'origine du « Groupe de Visegrad » fut la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne le 15 février 1991. Après la séparation de la Tchéquie d'avec la Slovaquie, cette dernière devint le quatrième membre. Désormais on les appellerait « Les quatre de Visegrad. »

Le château de Visegrad, une des résidences des rois de Hongrie depuis le Moyen-Age, avait déjà accueilli une réunion historique : s'y sont rencontrés en 1335 les rois de Bohème, de Hongrie et de Pologne en compagnie de Jean de Luxembourg, afin de jeter les bases « d'une amitié et d'une coopération mutuelles en Europe Centrale. »
La volonté de coopération des Quatre de Visegrad est toujours vivante aujourd'hui, tant dans les domaines politique qu'économie, que dans les affaires militaires - bien que leurs moyens d'action propres soient limités, non seulement par leur taille mais aussi par leurs contraintes et les obligations internationales.

Une situation nouvelle

Les conditions politiques de l'Europe centrale/orientale changèrent d'une manière quasiment inattendue, tellement rapides étaient les évènements qui se sont succédés en quatre étapes rapprochées :

- Fin de l'été 1989 ouverture par la Hongrie de sa frontière occidentale vers l'Autriche, permettant à des milliers d'Allemands de l'Est de fuir vers l'Ouest - une première brèche, décisive, dans le Rideau de Fer.
- A peine deux mois plus tard, la chute du Mur de Berlin.
- Les premières élections libres dans les anciens satellites de l'URSS au printemps 1990.
- Et la disparition de l'Union Soviétique, en 1991.

Les pays de l'Est de l'Europe se sont trouvés dans un vide politique et stratégique. Ils recouvrirent leur souveraineté et durent réapprendre une politique indépendante. Pendant plus de quarante ans, leur dépendance économique et politique à l'égard de l'URSS avait été totale – à l'ONU par exemple, ils devaient voter systématiquement comme les Soviétiques. Ce *vacuum* stratégique n'était pas moins grave : le Pacte de Varsovie ne les lierait plus et les dernières unités d'occupation de l'Armée Rouge allaient quitter tous les quatre pays du Groupe de Visegrad - les « V4. »
Le Pacte de Varsovie était une coalition militaire et comme telle avait une doctrine stratégique de coalition. Mais autant la doctrine que la stratégie étaient désormais devenues inopérantes. Ces stratégies, qui avaient fonctionné pendant plusieurs décennies -sous la contrainte de Moscou- étaient maintenant en contradiction avec la réalité sécuritaire environnante. Le monde bipolaire avait pris fin et les V4 se trouvaient démunis. Bien que la Russie, durant les premières années de la décennie 1990 ne fût pas en mesure de constituer une menace sérieuse pour leur sécurité -comme les Occidentaux le percevaient encore à l'époque- ces petits pays n'ont jamais cessé dès lors de se préoccuper de leur sécurité.

Actions induites

Leur souveraineté et leur indépendance retrouvées, ces Etats avaient maintenant la responsabilité de leur propre sécurité. Deux voies d'action s'offraient à elles. L'une indispensable et obligatoire, l'autre inévitable. La première, que leurs gouvernements se mettent sans tarder à la tâche d'élaborer une politique de sécurité nationale compatible avec les nouvelles conditions de leur système politique démocratique : engager leur Parlement à adopter les principes d'une doctrine stratégique, tandis que le Gouvernement travaillerait sur la préparation d'une nouvelle stratégie de défense nationale. La deuxième voie d'action, l'inévitable, était une nouvelle orientation internationale. Les deux allaient changer jusqu'à la nature même de leurs armées respectives.

Les V4 avaient connu plus de quarante ans de communisme et ont souffert de sous-développement économique, social et industriel. Leur salut ne pouvait venir que de

La République tchèque et la Hongrie ont toutes deux acquis des chasseurs-bombardiers JAS-39 *Gripen* suédois.

l'Occident. Une attraction particulière était pour eux les institutions Européennes, l'OTAN et, spécialement en matière de sécurité, la bienveillance et l'amitié des Etats-Unis d'Amérique. Comme l'affirmait en 1993 Zsolt Németh, membre du Parlement hongrois, la Hongrie s'orienterait vers l'adhésion aussi rapide que possible à la Communauté européenne, mais voudrait avant tout la protection des Etats-Unis. En d'autres termes, il s'agissait de devenir rapidement membre de l'OTAN.

Aspirations et progrès

L'Ouest n'était pas fermé. Dès 1992, l'Union de l'Europe Occidentale a ouvert un Forum de consultation pour dix pays de l'ECE qui avaient un accord d'association avec l'Union Européenne. En 1994, ils furent admis au sein du « Partenariat pour la Paix » (PPP) et reconnus candidats aspirants à l'UE. La même année, le Président Clinton a déclaré que le Partenariat pour la Paix était « l'antichambre de l'OTAN. »
En Europe, le défenseur le plus important de l'élargissement de l'OTAN à ces pays était Volker Rühe, ministre de la Défense de l'Allemagne. Finalement, après 40 ans de guerre froide et dix ans de discussion sur son rôle post-Deuxième Guerre mondiale, le jour du 50e anniversaire de sa création, l'OTAN admit dans ses rangs trois pays du Groupe Visegrad : la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. Le quatrième, la Slovaquie, les suivit en mars 2004.
L'admission des V4 à l'OTAN était certes vitale. Mais ces Etats aspiraient aussi à s'intégrer pleinement à l'Europe occidentale, c'est-à-dire devenir membre de plein droit de l'Union Européenne. Si l'intégration économique en ce cas était pour eux primordiale, l'aspect sécuritaire était dans leur esprit important aussi. Et s'ils ont participé avec l'enthousiasme de néophytes aux efforts communs lors des guerres balkaniques dans les années 1990, ils avaient toute raison d'être désenchantés de l'UE en ce qui concerne la question de leur sécurité. Un seul membre de l'Alliance y avait joué un rôle déterminant : les Etats-Unis.

Contraintes de l'OTAN et réformes

L'adhésion à l'OTAN conférait à ces nouveaux membres des obligations politiques/économiques et militaires. Il fallait accepter et élaborer les conditions d'un rôle politique et stratégique nouveau. Les armées nationales n'auront plus comme priorité absolue la défense territoriale nationale, non plus seulement des obligations « normales » d'une nouvelle alliance. En effet, elles durent contribuer à la sécurité collective, participer aux opérations de maintien de la paix, aux interventions humanitaires et en matière de catastrophes naturelles et, enfin à la coopération euro-atlantique en Europe centrale/orientale et sud/orientale. En outre, il fallut fournir des efforts dans la lutte contre le terrorisme. Les nouveaux membres durent s'engager à consacrer au moins deux pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) à leurs dépenses militaires. Sous ce chapitre, dans les V4, on parle de misère budgétaire : tous sont largement en-dessous des deux pour cent et la tendance est négative.
Sur le plan militaire les V4 devaient s'engager à :

- créer une armée professionnelle et donc supprimer le service obligatoire ;
- réduire les effectifs tout en améliorant l'efficacité (*capacity building*), moderniser l'équipement et le rendre compatible OTAN en même temps que la formation et l'entraînement de l'ensemble de l'appareil militaire.

Les V4 se sont acquittés de ces obligations de leur mieux... à l'exception de l'effort financier requis. Des effectifs de chacun des V4 furent engagés sur une dizaine de théâtres d'intervention – des Balkans jusqu'en Afghanistan en passant par l'Afrique. Ce qui n'a pas empêché le Secrétaire américain à la Défense Robert Gates, lors d'une réunion en juin 2011 à Bruxelles, de leur reprocher leur *« faible détermination politique et leur engagement insuffisant en Afghanistan. »*

Dès le début des années 1990, les V4 ont engagé des réformes militaires. De profonds changements eurent lieu cependant, comme le montre le tableau de la page suivante.

L'effort de réduction des effectifs fut radical, tout comme la baisse des dépenses militaires au sein du PIB. Le niveau d'équipement de l'armée Tchèque reflète probablement la dépense par soldat plus élevée des quatre pays.

Les réformes entreprises ont eu beaucoup de traits communs, y compris la nécessité de nouvelle(s) Cons-

titution(s). Dans chaque pays, il fallait combattre les mentalités « soviétiques » et procéder à la prise en main de l'*establishment* militaire, coriace dans la défense de ses privilèges. Les quarte pays partageaient aussi la pauvreté de l'équipent militaire, le manque d'efficacité des unités et de l'ensemble de leur défense, sans parler des problèmes budgétaires.
Par rapport aux chiffres indiqués plus haut, les budgets militaires ont encore baissé. Et pourtant, tout était à refaire. Il fallait se débarrasser d'un grand nombre de chars et d'engins obsolètes, à l'instar du T-54/55 la Pologne en a ainsi « exporté » 800 exemplaires. Il en allait de même d'une grande quantité de chasseurs-bombardiers MiG et Sukhoi, dont certains auraient pu être revalorisés pour les rendre compatibles avec les systèmes occidentaux. Il en va de même pour beaucoup d'autres matériels lourds, sans parler des télécommunications et de l'électronique en général.

Quelques développements au niveau des pays individuels méritent d'être notés. La république Tchèque prit une part active au sein du 'NATO Nuclear Planning Group. La Hongrie eut une responsabilité particulière dans las opérations aux Balkans et elle a rejoint le Strategic Airlift Capability Partnership de l'OTAN ; ainsi, la base aérienne de Pápa abrite trois C-17 *Globmaster III* appartenant au service Quick RAlert. LaAlert.
La Pologne s'est considérée être toujours entre deux « diables » : longtemps encore après l990, elle ne se sentait pas en sécurité à l'Est et continuait à se méfier de son voisin à l'Ouest. Des V4, c'est elle qui a envoyé le contingent de loin le plus important en Afghanistan : plus de 2'000 soldats. La Slovaquie a mis à disposition presque 1'000 soldats pour les différentes opérations multinationales, dont 500 en Afghanistan. Entre 1993 et 2008 elle a perdu 53 soldats morts dans des actions de sécurité collective.

La République tchèque a modernisé ses T-72 avec une électronique occidentale, afin de tenter de les rendre compatibles avec l'OTAN.

Le Groupe de Visegrad

Quelques intérêts en commun et peut-être des « affinités électives » conduisent les V4 à développer leur coopération. Ils sont venus à l'OTAN et à l'Union

Un BRDM-2 polonais en Irak.

ARMEES DES V4 : CHANGEMENTS 1989/90 -2011

Pays	Effectifs actifs		Dépenses militaires % du PIB		DMPS (*)
	1989/90	2011	1989/90	1011	2010
Tchèque	190,000	22,000	6.8	1.4	94,000
Hongrie	99,000	20,000	5.2	1.1	55,000
Pologne	412,000	100,000	6.9	1.75	55,000
Slovaquie		14,000		1.2	55,000

Dépense militaire par soldat ; Source: compilation de l'auteur

Européenne avec enthousiasme. Le concept Visegrad est d'avoir un forum de discussion entre voisins et amis et non une organisation formelle. Il s'agit de développer des échanges culturels, coordonner et développer par exemple une politique énergétique, générer des idées et des actions, éventuellement partager quelques ressources. En matière militaire, les V4 ont décidé en mai 2011 la mise sur pied d'un « Visegrad Battlegroup » qui en 2013 participera à des exercices militaires en Pologne et sera opérationnel à partir de 2016. Le Battlegroup sera placé sous les auspices de la Rapid Response Force de l'OTAN.

P. L. K.

Ci-dessus : La liquidation de centaines de chasseurs et de matériels obsolètes a nécessité des crédits importants et limité les capacités des forces armées des V4. Ici, des MiG-21 polonais.
Ci-dessous : Même le MiG-29, appareil le plus sophistiqué en service durant les années 1990, a dû être remplacé par des F-16 d'occasion américains - eux-mêmes remplacés par des F-16 de dernière génération (Block 52+) acquis à grand frais.

Pour en savoir plus

Spielman, Kurt R., Wenger, Andreas (Ed.), *Towards the 21st Century: Trends in Post-Cold War International Security Policy* Vol.4, ETH Zürich, Peter Lang, Bern 2004.

Howoerth, Jolyon, Keeler, John T. S. (Ed.), *Defending Europe: The EU, NATO and the Quest for European Autonomy,* Palgrave, London, 2003.

Rickli, Jean-Marc, « European Small States' Military Policies after the Cold War; from Territorial to Niche Strategies, » *Cambridge Review of International Affairs,* Issue 3, September 2008.

Couve De Murville, Maurice, *Une politique étrangère*, Plon, Paris, 1971

Gyarmati, István, Winkler, Theodor, *Post-Cold War Defence Reform; Lessons Learned in Europe and the United States,* Brassey's, Washington, D.C. 2002.

Chittick, William, O., *American Foreign Policy; a Framework for Analysis*, CQ Press, Washington, D.C., 2006.

Samuely, George, « The Pursuit of Supremacy, » *Global Dialogue*, Vol.3, No 4, 2001.

Sloan, Stanley,R. *NATO, the European Union and the Atlantic Community*, Rowman and Littlefield Publishers, Lanham, New York, 2nd Ed. 2002.

Facts and Figures on the Hungarian Defence Forces, Ministry of Defence, Zrinyi Media Publications, Budapest 2011.

Nagy, Laszlo, « Gondolatok a nemzeti stratégiàkrol, Hadtudomàny, » VIII 3., 1998 (Quelques pensées sur les stratégies nationales, in: Sciences de la Guerre), *Magyar Nemzet*, 2008 Aprilis 18, Zalai Hirlap, 2007 Oktober 15.